

congé d'été, nous devons revenir au début de l'automne et le premier ministre (M. Pearson) a suivi le conseil de son ministre des Finances et a décidé d'en appeler au peuple. Le gouvernement est revenu au pouvoir et il était encore une fois minoritaire. Or, d'après le chiffre que j'ai cité sur les augmentations de dépenses, c'est environ à cette époque qu'elles ont commencé à monter en flèche tout comme les impôts.

Après les élections l'actuel ministre des Finances a déposé le 29 mars 1966 un budget dont la principale réalisation a été d'abolir toutes les réductions d'impôts accordées avant les élections. Il a également frappé d'un impôt remboursable les bénéficiaires des sociétés. En même temps le ministre nous a gratifiés de l'une de ses célèbres exhortations sur la nécessité de restreindre les dépenses tout en annonçant que le gouvernement se proposait d'augmenter les siennes qui, je le répète, se sont accrues de 13.7 p. 100. Ce rythme s'est maintenu de façon constante depuis.

Ensuite il y a eu le mini-budget qui a doublé l'impôt de la sécurité de la vieillesse, le portant de \$120 à \$240 par année. Ce budget a également porté la taxe de vente de 11 à 12 p. 100, une hausse de 1 p. 100. Comme cette augmentation s'appliquait à presque tout, personne n'a été épargné, surtout pas ceux qui ont un faible revenu ou un revenu fixe, notamment les allocataires de la sécurité de la vieillesse. Voilà le cadeau de Noël qu'on a offert aux contribuables canadiens le 19 décembre 1966.

M. Graftey: Scrooge!

L'hon. M. Monteith: Puis, le 1^{er} juin 1967, nous avons eu le budget suivant de Sharp.

Une voix: Il était bien digne de son nom.

L'hon. M. Monteith: Les journaux ont dit que c'était un budget immobiliste. Il n'a pratiquement rien changé dans les domaines de l'inflation, de la réduction des impôts, de l'agriculture, des affaires et de la consommation. D'après le Livre blanc, les prix avaient augmenté de 4.6 p. 100 au cours de l'année. Le budget n'a rien fait pour changer cette situation, sinon exhorter les Canadiens, et non pas le gouvernement, à serrer leur ceinture.

Maintenant, le ministre est dans une position qui lui est familière où, pour sauver la face, il lui faut présenter un autre budget afin de corriger les omissions de son dernier budget. Jeudi soir dernier, lorsque le ministre a délivré à la Chambre des communes ce qu'il est convenu d'appeler son message touchant le budget, on a eu l'impression qu'il

[L'hon. M. Monteith.]

faisait de son mieux pour expliquer la situation fâcheuse dans laquelle nous trouvons, pour que les Canadiens croient que certaines circonstances réellement indépendantes de sa volonté ont surgi.

J'ai admis jeudi soir dernier que la situation financière et économique dans le monde est troublée. Mais en relisant son message, je ne puis m'empêcher de croire que le gouvernement a, de toute évidence, marché sur une corde raide en élaborant ses politiques fiscales. Le ministre a avoué que ses réserves en espèces resteraient à l'étiage jusqu'à ce qu'il obtienne des espèces nouvelles et qu'il éprouvait beaucoup de difficultés à emprunter sur les marchés des capitaux. Il prétend maintenant que dans les 16 mois à suivre il aura fréquemment recours au marché des capitaux.

Une fois de plus, le gouvernement siphonnera pour des fins non productives des capitaux qu'il vaudrait beaucoup mieux consacrer à l'expansion du pays. Chacun connaît les majorations d'impôt que le ministre a annoncées dans son exposé budgétaire de l'autre soir; je ne les répéterai donc pas. Je dis simplement qu'elles viennent porter préjudice au Canadien moyen et qu'elles sont attribuables à la mauvaise gestion du ministre et du gouvernement. (*Applaudissements*)

L'hon. M. Starr: Démissionnez.

L'hon. M. Monteith: Tant de critiques pourraient être faites de la mauvaise gestion du gouvernement actuel que je ne pourrais jamais les énumérer toutes. Ceux de mes collègues qui participeront à ce débat en parleront plus en détail et montreront au gouvernement que, dans certains cas, il a dirigé les affaires du pays avec une parfaite incompétence.

J'aimerais citer quelques chiffres pour montrer que l'orientation prise par le gouvernement est au détriment de notre économie en général et du simple citoyen canadien. En voici, monsieur l'Orateur. Les dépenses fédérales ont augmenté de 15 p. 100 pour les sept premiers mois de cette année. Quant aux chômeurs, leur nombre est beaucoup plus élevé par rapport à l'an dernier. En octobre, les prix à la consommation avaient monté de 3.6 p. 100 cette année par rapport à 1966. Les importations en octobre ont dépassé de 5.5 p. 100 celles d'octobre 1966. Les exportations, elles, avaient baissé de 6.3 p. 100. Le produit national brut augmente au rythme d'environ 7 p. 100, dont à peu près la moitié représente des majorations de prix.

L'hon. M. Stanfield: Beaucoup plus de la moitié.